

# LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

Bulletin mensuel du groupe de travail Chine - Ligue française des droits de l'homme

N°25 - décembre 2007

## SOMMAIRE

**Libertés d'information et d'expression.** *page 2*

**Liberté religieuse.** *page 2*

**L'appareil judiciaire et les avocats.** *page 2*

**Conflits ouvriers. Condition ouvrière.** *page 3*

**Conflits ruraux.** *page 3*

**Mouvements populaires.** *page 3*

**Jeux Olympiques 2008** *page 4*

**Peine de mort.** *page 4*

**Hongkong.** *page 4*

**Informations diverses.** *pages 5&6*

**LIBRAIRIE INTERNET.** *PAGE 7*

**LISTE DES SITES INTERNET.** *PAGES 7&8*

*(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 10 yuan).*

### **Nous contacter :**

**communication@ldh-france.org** en mentionnant en objet «Groupe Chine».

## Troubles sociaux dans la «société d'harmonie»

**L'objectif officiel : construire une « société d'harmonie » a du mal à s'inscrire dans les réalités locales quotidiennes, marquées par l'augmentation des prix alimentaires et fonciers.** Les dernières semaines de 2007 sont marquées par des incidents multiples : protestations contre les accaparements de terrains, conflits d'entreprise, contestations des choix gouvernementaux. Les mécontents se heurtent à la police dont le rôle est de réduire les incidents de masse à l'approche des Jeux Olympiques.

Selon l'Académie des Sciences sociales, 35% des incidents de masse proviennent des villages et des litiges fonciers ; 30% opposent des ouvriers à leur direction d'entreprise ; 15% concernent des citoyens ordinaires. Dans les dix premiers mois de 2006, les manifestations impliquant plus de cent personnes ont touché 1.995 districts, avec une moyenne quotidienne de 185 en zones urbaines et de 125 en zones rurales. Le blocage de l'information et des circuits internet comme le refus d'accès des journalistes limitent notre connaissance des conflits mais ne la suppriment pas.

Plusieurs centaines de villageois de Dongguan (Guangdong) ont été violemment réprimés par les forces de l'ordre le 18 décembre, alors qu'ils bloquaient les locaux administratifs pour protester contre la réquisition de leurs terres.

A Dongzhou le 19 décembre, mille policiers ont dispersé les paysans qui bloquaient un chantier à proximité d'une centrale contestée. Tout à côté, près du port de Shanwei, le 6 décembre, des agriculteurs ont manifesté avec tambours et cymbales sur les lieux où, en 2005, la police avait tué trois villageois.

A Tianjin, loin vers le nord, huit mille agriculteurs venus de six villages du district de Wuqing ont crié leur mécontentement en décembre pour les terrains réquisitionnés en 1992 sans indemnités compensatoires afin de construire un réservoir, vite transformé en lucratives unités de pisciculture.

Nombre de ces conflits se fondent sur des pratiques ou des suspicions de corruption de la part des gouvernements locaux. La méfiance à leur égard est telle qu'à son ouverture (le 18 décembre), le site internet officiel de lutte contre la corruption s'est trouvé bloqué par l'affluence des plaintes. La surprise des autorités lors de l'incident montre l'intensité des tensions qui traversent cette société et la force de contestation qu'une information libre pourrait déclencher.

Ce bulletin ne doit pas être reproduit à l'extérieur de la Ligue des Droits de l'Homme.

## Libertés d'information et d'expression

13 déc.

**Arrestation de l'écrivain du réseau Internet Jing Chu (autre nom : Wang Dejia),** résident du district de Quanzhou, près de Guilin (Guangxi) pour « incitation à la subversion du pouvoir d'Etat ». On lui reproche d'avoir rédigé une centaine d'articles dangereux pour l'Etat, dont certains approuveraient des mots d'ordre de rébellion. En fait, il avait critiqué vivement la façon dont les Jeux olympiques étaient organisés sur le site Tribune démocratique. La police s'est emparée de ses ordinateurs et disques durs ; elle se plaint de son attitude « arrogante » en cours de détention et assure que ce comportement incite à le condamner. (C.R.D., 18 décembre)

12 déc.

**Douze mille personnes ont signé une lettre ouverte** demandant la mise en liberté de la militante des droits civiques Liu Jie, condamnée à dix-huit mois de rééducation par le travail (Cf. bulletin de novembre). Elles demandent aussi la suppression de cette peine. (China Rights Defenders, 12 décembre).

8 déc.

**Le pétitionnaire de Shanghai Gong Haoming est sorti de détention mais son interrogatoire se poursuivra dans l'attente de son jugement.** En mai 2007, il avait contribué à la rédaction de la lettre ouverte « Nous voulons les Droits de l'homme pas les Jeux Olympiques » ; mais son arrestation, le 8 novembre, était fondée sur « la divulgation de secrets d'Etat ». Il lui est interdit de quitter Shanghai, par exemple pour se rendre l'été prochain sur les sites des J.O.. Gong Haoming avait été condamné à trente mois de rééducation par le travail pour « trouble à l'ordre social » en décembre 2003. (Human Rights in China, 10 décembre)

5 déc.

**Trois pétitionnaires, récemment revenus des hôpitaux psychiatriques où ils étaient détenus, lancent un appel** pour la remise en liberté de trois pétitionnaires : Yang Chunxiu, détenue depuis un an à l'hôpital psychiatrique municipal de Wuhan ainsi que Wang Chunzhen et Zou Houzhen, détenus à l'hôpital psychiatrique Hanyang de Wuhan. (C.R.D., 5 décembre)

16 oct

**Condamnation à un an de rééducation par le travail dans un camp de Qiqiha'er (Heilongjiang) de la pétitionnaire Du Fengqin.** Elle avait été arrêtée avant le XVII<sup>e</sup> congrès du parti pour l'empêcher de s'exprimer, puis condamnée quelques jours plus tard. (C.R.D., 5 décembre)

## Liberté religieuse

9 déc.

**Le moine Xu Zhiqiang (Maître Shengguan) a été empêché de se rendre à Guizhou (Guangdong)** pour participer à une Journée des droits de l'homme. Quatre policiers l'ont appréhendé à l'aéroport de Shenzhen, l'ont interrogé pendant trois heures puis l'ont mené dans un hôtel de Shenzhen pour poursuivre l'interrogatoire. Xu Zhiqiang avait dû quitter la province du Jiangxi en 2006 après un office célébré à la mémoire des morts de 1989 à Tiananmen et pour ses efforts pour échapper à l'appropriation publique, par voie de corruption, des biens du temple Huacheng dont il avait la direction. (Human Rights in China, 10 décembre)

7 déc.

**Arrestation à Hedeng, district de Linyi (Shandong) de 270 pasteurs protestants** qui tenaient une réunion « illégale » de lecture collective de la Bible. Ils ont été conduits menottés dans un local de police pour interrogatoire. 120 d'entre eux furent relâchés après avoir payé une « taxe d'interrogatoire » de 300 yuan. (Asia News, 11 décembre)

## L'appareil judiciaire et les avocats

21/22  
déc.

**L'avocat Li Jingsong a été placé sous surveillance policière** pendant 24 heures. Cette date correspond à la réunion dans la capitale du Pen Club chinois. Li a dû aussi quitter l'appartement où il s'était installé en début de mois, sur injonction policière faite à la propriétaire. Un des motifs de ces mesures pourrait être qu'il ait été invité à se rendre aux funérailles de l'historien contestataire Bao Zunxin, cérémonie à laquelle d'ailleurs il ne s'était pas rendu. (Guancha, 23 décembre)

Li Jingsong, ainsi que les avocats Teng Biao et Mo Shaoping, a reçu, le 10 décembre, le prix des Droits de l'Homme de la République française des mains de Mme Rama Yade, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et aux Droits de l'Homme.

## Conflits ouvriers. Condition ouvrière

24 déc.

**Le China Labour Bulletin reproduit une liste établie** sur le réseau Sohu.com.cn de 169 accidents – en grande majorité meurtriers - survenus dans les mines au cours de l'année 2007. (C.L.B., 24 décembre)

11 déc.

**La colère continue de grandir depuis octobre parmi un million de paysans de toute la province du Liaoning**, victimes d'une arnaque « industrielle » et qui avaient investi en pure perte leur épargne dans une société de produits pharmaceutiques (Cf. bulletin de novembre). L'entreprise Tianxi avait promis de gros rendements dans l'élevage de fourmis. Puis elle cessa brusquement d'acheter les fourmis et refusa de payer les dividendes promis. La société fut déclarée en faillite le 20 novembre et ses dirigeants ont fui. Le chef de l'entreprise a été arrêté et placé en détention le 11 décembre, comme « instigateur des troubles ». Les manifestations des derniers jours se sont étendues du siège de l'entreprise et des bâtiments du gouvernement local de Shenyang vers l'aéroport, les gares et les missions diplomatiques.

La police avait dispersé le 22 novembre dix mille paysans qui avaient défilé pendant deux jours dans les rues de Shenyang (Liaoning) pour réclamer le paiement de milliards de yuan. (Apple Daily, 6 décembre ; Radio Free Asia)

5 déc.

**Une explosion de gaz a fait 105 morts dans la mine de charbon Xinyao** du district de Hongtong, agglomération de Linfen (Shanxi). Plusieurs dirigeants sont détenus et le droit d'exploitation a été retiré. Il s'agit du plus grave désastre cette année, depuis celui du mois d'août où 181 mineurs étaient morts dans deux exploitations du Shandong. (Agence Xinhua, 9 décembre)

## Conflits ruraux

21 déc.

**Un millier de policiers, usant de grenades lacrymogènes, ont dégagé le 19 décembre à Dongzhou (Guangdong) un pylône de ligne électrique en construction raccordé à une centrale d'énergie.** Les villageois bloquaient l'accès au pylône depuis 2005, estimant qu'on avait réquisitionné leurs terres pour ce chantier sans leur donner d'indemnisation correcte. Le 14 décembre, la police a arrêté trois manifestants - Lin Jingeng, Wei Chun et You Zizhu - pour « troubles » et « dommages à la propriété ». Les luttes ont repris le 21 décembre, avec face à deux cents hommes forts recrutés par les autorités, deux mille paysans qui leur jetaient des pierres.

Un affrontement avec la police avait, le 6 décembre 2005, fait trois morts parmi les manifestants, près du port de Shanwei. Pour le jour anniversaire, les paysans ont manifesté avec tambours et cymbales sur les lieux du drame. (Radio Free Asia, 21 décembre).

20 déc.

**Huit mille paysans, issus de six villages des environs de Tianjin (au sein de la province du Hebei) protestent** contre un accaparement de 672 hectares en 1992. L'idée avancée initialement était la construction d'un réservoir mais les autorités locales ont préféré revendre celui-ci pour transformation en grandes unités de piscicultures. Les villageois ont exprimé leur mécontentement à maintes reprises au cours des derniers mois, après le refus des tribunaux de prendre en compte leur revendication. Malgré le froid, plusieurs dizaines d'entre eux bloquaient le site. (Radio Free Asia, 20 décembre)

17 déc.

**Les villageois de Baima, près de Dongguan (Guangdong) ont été frappés par les policiers**, après avoir bloqué l'accès aux bureaux officiels. Ils protestaient contre les conditions de réquisition de leurs terres. Il s'agissait initialement de construire une Université, aux dires des autorités. Mais celles-ci revendirent les terrains peu après à un tiers, pour le décuple du prix d'indemnisation. (R.F.A., 20 décembre)

13 déc.

**Des membres de la société criminelle de la Triade, ont fait irruption à Dongguan dans les bureaux de Jing Jingbo**, militant des droits du travail de la province du Guangdong.

... suite en page 4

Ils ont détruit une partie des installations. La veille, la Triade lui avait extorqué une somme d'argent et l'avait exhorté à cesser son activité en faveur des droits sociaux. (C.R.D., 15 décembre)

12 déc.

**Selon le militant des droits civiques Hu Jia, la police de Fujin (Heilongjiang) a arrêté l'activiste paysan Yu Changwu** – et probablement son ami Wang Guilin dont on est sans nouvelles - après leur appel à une réunion villageoise destinée à organiser le recouvrement des terrains perdus treize ans plus tôt. Les paysans auraient repris possession de 996 hectares de terres collectives dans le village de Dongnangang, agglomération de Changan (Heilong-jiang) et les auraient redistribués de manière égalitaire. Les autorités s'étaient emparées des terrains pour les transmettre à un village voisin de 15 kilomètres, lequel aurait perdu deux mille hectares au profit des pouvoirs locaux.

Le 28 novembre, six cents paysans avaient formé un comité d'action et déclaré que les terrains leur appartenaient. Élargissant le cadre de leur lutte, le comité affirmait que les autorités avaient réquisitionné indûment cent mille hectares de terres depuis 1994, spoliant quarante mille agriculteurs répartis sur soixante-douze villages. (South China Morning Post, 14 décembre)

10 déc.

**Lors d'une conférence de presse tenue dans la capitale par le ministère des ressources foncières**, l'autorité d'inspection des terres a exposé pour les blâmer dix cas d'expropriation arbitraire de terrains, notamment de sols arables, à des fins non agricoles. La campagne de lutte contre les appropriations abusives de terrains a pour objectif de maintenir les surfaces arables au dessus de 1,8 million d'hectares. (Agence Xinhua, 10 décembre)

26 sept.

**Des paysans qui ont perdu leurs terres dans des chantiers de développement public près de Chengdu (Sichuan) affirment qu'ils ont été enfermés pendant plus de deux mois** pour les empêcher d'aller se plaindre auprès des autorités. Alors qu'ils s'apprêtaient à partir pour Beijing, une trentaine de villageois de Taiping (district de Wuhou) ont été menés de force dans une base militaire ; ils ne furent relâchés que le 1er décembre, après avoir renoncé par écrit à toute démarche. Certains affirment qu'ils ont été menacés, torturés et privés de nourriture. Les autorités avaient rémunérés des étudiants pour qu'ils amènent les paysans à cesser leur agitation.

Les villageois estiment avoir perdu 120 hectares de terres arables. On leur avait promis 20.000 yuan par adulte et un relogement ; rien n'est venu. Un conflit semblable avait fait sept blessés au mois d'août dans un affrontement avec la police à Shanwei (Guangdong). Quelques jours plus tôt, un homme était mort au Heilongjiang dans une bagarre avec la police sur une question d'indemnisation foncière (South China Morning Post, 20 décembre)

## Mouvements populaires

26 nov.

**Deux cents policiers de Shanghai ont réprimé une manifestation d'un millier de personnes qui s'opposaient à l'installation de lignes à haute tension** près d'un ensemble de logements situés dans la banlieue de Minhang, non loin de Shanghai. Ils auraient utilisé du poivre pulvérisé pour repousser les manifestants et arrêté dix à vingt d'entre eux. La participation de membres des classes moyennes à ces protestations a surpris les observateurs. Elle s'expliquerait par des raisons sanitaires (craintes d'effets néfastes dus aux lignes électriques) et des soucis économiques (craintes d'une dévalorisation des biens fonciers suite à la dégradation du paysage).

La zone de Minhang est agitée de nombreux conflits, depuis la construction dans les années quatre-vingt d'une voie ferrée légère. Dans ces litiges fonciers est intervenu à maintes reprises l'avocat Zheng Enchong. (South China Morning Post, 20 décembre)

## Jeux Olympiques 2008

10 déc.

**Parlant de la manifestation organisée à Hongkong devant le bureau de liaison du gouvernement chinois, à l'occasion de la Journée des Droits de l'Homme, Reporters sans frontières rappelle** qu'aucune des lettres adressées au président du Comité international olympique Jacques Rogge n'a reçu de réponse personnelle, y compris la dernière en date du 29 novembre.

« Le CIO ne cesse de se féliciter de l'avancée des travaux des infrastructures de Pékin 2008, mais n'a fait aucune déclaration publique pour s'inquiéter de l'absence de liberté d'expression qui va nuire au travail de la presse et à la transparence nécessaire lors de la fête olympique. » (Reporters sans frontière, 10 décembre)

## Peine de mort

20 déc.

**L'Assemblée général des Nations unies a adopté une résolution demandant un moratoire sur les exécutions de peine de mort**, avec pour objectif ultime l'abolition de cette dernière. Répartition des votes : 104 pour ; 29 abstentions ; 54 contre. Parmi les pays opposés à ce moratoire, la Chine, aux côtés de l'Iran et des États-Unis. La résolution n'a aucune valeur contraignante. (Laogai/BBC, 20 décembre)

## Hongkong

12 déc.

**Le débat sur la mise en place du suffrage universel pour l'élection de l'exécutif du territoire prend de l'ampleur dans l'ancienne colonie britannique.** Tout en reconnaissant que la majorité de la population souhaite cette mise en place dès 2012, le chef de l'exécutif Donald Tsang estime que la meilleure date serait 2017. Il faut en effet, selon lui, tenir compte des positions des différentes forces en présence, – dans l'éventail des partis, dans la composition du Conseil législatif et dans les différentes couches sociales.

Une vingtaine d'élus appartenant à la minorité du Conseil législatif demande le suffrage universel en 2012, tant pour le législatif que pour l'exécutif. Seule une moitié de cette assemblée est élue au suffrage universel. Selon la loi fondamentale, les réformes politiques doivent être votées par une majorité des deux-tiers du Conseil législatif. (R.T.H.K., 13 décembre)

## Informations diverses

(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les tensions de la société chinoise).

20 déc. Selon une étude du Bureau national de statistiques, plus de 99% des ménages disposeraient d'appareils de télévision. L'enquête aurait porté sur 13.000 ménages et sur trente et une provinces, régions autonomes et municipalités. Le nombre des téléspectateurs aurait augmenté de quatre-vingt-dix millions depuis 2.002. (Agence Xinhua, 20 décembre)

18 déc. Le site internet officiel pour la prévention de la corruption (yfj.mos.gov.cn) est devenu inaccessible quelques heures après son ouverture ce jour, en raison de l'afflux des appels, - « très supérieur à notre attente » aux dires d'un officiel. Le lancement officiel du site date du 13 décembre. (Agence Xinhua, 19 décembre)

15 déc. Le ministère de la Main d'œuvre annonce la démobilisation pour 2008 de 60.000 officiers. Ces militaires seront affectés à des emplois civils. Au cours des cinq dernières années, 337.000 officiers sont sortis des rangs, dont 256.000 en 2004 à 2006. Ces transferts imposent la création de services locaux de réinsertion. (Agence Xinhua, 16 décembre)

**11 déc.** Le pourcentage des célibataires s'accroît ; il atteint 65,89% dans la couche des 15 à 29 ans et 45,71% entre 15 et 35 ans. Entre autres causes, le déséquilibre des sexes. Il est en moyenne de 119 garçons pour 100 filles mais le chiffre peut s'élever à 130 garçons dans des régions comme le Jiangxi, le Guangdong, l'Anhui et le Henan. (*China Youth Daily*, 11 décembre)

**7 déc.** Selon le ministre des ressources en eau, 41% de la population vivra en 2020 dans des régions développées et dans des villes susceptibles de subir des inondations. 600 millions d'individus habiteraient les cours moyen et bas des plus grands fleuves, régions d'où proviendraient 67% du produit intérieur brut. Les pertes dues aux inondations représenteraient en moyenne 1,8% du P.I.B., proportion bien plus élevée que dans des pays comme les États-Unis (0,03%) ou le Japon (0,22%). (*Agence Xinhua*)

## INTERNET

### LIBRAIRIE SUR INTERNET

- **China Labour Bulletin.** *Liste de vingt-quatre ouvriers emprisonnés, à jour au 7 août 2007.* Téléchargeable en anglais sur [www.china-labour.org.hk/en/node/100014](http://www.china-labour.org.hk/en/node/100014).
- **Amnesty International.** *Dossier Médias. Chine, les Jeux olympiques de 2008...et après ? (26 pages,* téléchargeable sur le site [www.amnesty.org](http://www.amnesty.org)

### QUELQUES SITES INTERNET D'INFORMATIONS SUR LA CHINE

*Pour suivre l'actualité chinoise au regard des droits de l'homme et, plus généralement, au regard des droits économiques et sociaux, on peut consulter sur Internet (cliquer sur l'adresse pour ouvrir directement le lien internet) :*

- En Chinois

- Avocats de la capitale : <http://www.bmla.org.cn/>
- Beijing zhi Chun (Le printemps de Pékin, en chinois) : <http://bjzc.org>
- Cheng Ming : [www.chengmingmag.com](http://www.chengmingmag.com)
- China Aid : [http://chinaaid.org/chinese\\_site/](http://chinaaid.org/chinese_site/)
- China Digital Times (CDT) : <http://chinadigitaltimes.net/>
- China Labour Bulletin : <http://www.china-labour.org.hk>
- China Labour watch : <http://www.chinalabourwatch.org>
- China News : <http://www.boxun.com/>
- Chinese Human Rights Defenders : <http://crd-net.org>
- Ming Pao : <http://www.mingpaonews.com>
- Guancha : <http://www.cicus.org/info/index.asp>
- Open Constitution Initiative : <http://www.gongmeng.cn/index.php>
- Radio Free Asia : <http://www.fra.org>
- Wei Jingsheng Foundation : <http://weijingsheng.org>
- Weiquan Aid : <http://weiquan-aid.org/>
- Voix de l'Amérique : <http://www.voanews.com>
- 中国律师观察网** : <http://www.ccwlawyer.com/>
- 六四天网** : <http://64tianwang.com/index.htm>

• En anglais

Amnesty International : <http://www.amnesty.org>  
Chinese Human Rights Defenders : <http://crd-net.org>  
China Information Center : [http://www.cicus.org/info\\_eng/index.asp](http://www.cicus.org/info_eng/index.asp)  
China Labour Bulletin : <http://www.china-labour.org.hk>  
Committee to Protect Journalists : <http://cpj.org/>  
F.I.D.H. : <http://www.fidh.org/>  
Human Rights and Christian Persecution : <http://www.human-rights-and-christian-persecution.org>  
Human Rights in China : <http://www.hrichina.org>  
Human Rights Watch : <http://china.hrw.org/action>  
Incorporating Responsibility : <http://ir2008.org>  
Laogai Research Fondation : <http://www.laogai.org>  
Olympic Watch : <http://www.olympicwatch.org>  
Open Constitution Initiative : <http://www.gongmeng.cn/en/index.php>  
Phayul. Com : <http://www.phayul.com>  
Radio Free Asia : <http://www.fra.org>  
Tibet Online : <http://www.tibet.org>  
64Tianwang : <http://64tianwang.com/index.htm>

• En français

Amnesty International : <http://efai.amnesty.org>  
Da Jiyuan (La grande époque) : <http://french.epochtimes.com>  
F.I.D.H. : <http://www.fidh.org/>  
Reporters sans frontières – chine : <http://www.rsf.org>  
Tibet Info : <http://www.tibet-info.net>

### SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-press, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., China Information Center, China Labour Bulletin, Chine-Information, Chinese Human Rights Defenders, Confédération internationale des syndicats libres, Daljyuan (La Grande Epoque), Fondation Duihua, GuanCha, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, I.F.E.X. (Echange international de la liberté d'expression), Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Ming Pao, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, South China Morning Post, The Standard, Wen Wei Po.

**POUR NOUS CONTACTER, écrire à :**  
**communication@ldh-france.org en indiquant en objet de votre mail : «Groupe Chine».**